

## **The press review**

**16 Décembre 2015 - 15 Janvier 2016**

**Prepared by Transparency International Luxembourg**

### **Disclaimer**

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au [secretariat@transparency.lu](mailto:secretariat@transparency.lu).

### **Information importante « hotline anti-corruption »**

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email [info@transparency.lu](mailto:info@transparency.lu) ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

# NATIONAL NEWS

<http://www.latribune.fr>

## Le Luxembourg, pôle d'excellence et champion de la croissance

Par Nicolas Mackel | 17/12/2015, 7:16



La philharmonie à Luxembourg (Crédits : DR)

**Le Luxembourg est loin d'être seulement une zone de transit de capitaux. Par Nicolas Mackel, CEO de Luxembourg for Finance**

Jeudi 9 décembre 2015, Michel Santi, a publié dans La Tribune une violente chronique à charge contre le Luxembourg. Il y explique notamment que ce pays n'est qu'une « zone de transit pour des capitaux en quête de fraude, ou au minimum d'honorabilité fiscale » et « caracole toujours en tête des nations jouissant encore du secret bancaire ». Il affirme aussi que ce pays ne possède « nulle main d'œuvre qualifiée ou matière grise exceptionnelle » et, du fait du rôle joué par sa place financière, figure « bon dernier du classement parmi les pays développés en termes de croissance et de confort matériel qu'il génère en faveur de ses résidents. ».

## **L'examen des faits et chiffres**

Or la réalité est exactement contraire aux affirmations contenues dans cette chronique. Pas un seul des arguments qui s'y trouvent développés ne résiste à l'examen des faits et des chiffres ! Le Luxembourg est aujourd'hui l'une des principales places financières européennes et un pôle d'excellence dans la banque, la gestion de fortune, l'industrie des fonds d'investissement et l'assurance. Et il construit son avenir dans les services financiers digitalisés en attirant nombre de start-up de la Fintech, motivées autant par le marché financier et la qualité de la main d'œuvre, que par l'infrastructure de soutien à l'innovation qu'elles trouvent au Grand-Duché.

La spécialisation sur l'international est le fil reliant toutes les activités de la place luxembourgeoise, laquelle tire sa force de la grande technicité des 44 000 professionnels de la finance et de l'assurance travaillant sur son territoire.

Contrairement à des pays plus grands, focalisés principalement sur leur marché domestique, le Luxembourg a, dès les années 80, saisi l'opportunité qu'offrait la première directive OPCVM pour créer un marché qui n'existait pas auparavant : le marché pan-européen de fonds de placement.

## **Gestion de l'épargne et financement des entreprises**

A partir de cette première réussite, le Luxembourg a peu à peu développée ses expertises dans de nombreux autres domaines liés à la gestion de l'épargne ou au financement des entreprises. C'est ainsi, par exemple, qu'il est devenu le principal hub en Europe continentale pour les banques chinoises et s'est hissé au rang de premier centre en Europe pour la mise en place de fonds d'investissement libellée en Renminbi ou la cotation d'obligations libellées en monnaie chinoise. Cette expertise est appréciée dans toute l'Europe, au point que la première entreprise française à émettre en yuans a choisi la Bourse de Luxembourg pour coter son obligation et ainsi avoir accès à des investisseurs internationaux.

Ni le secret bancaire, ni un quelconque avantage fiscal n'ont joué un rôle dans le développement de telles activités. Et en ce qui concerne les organismes de placement collectif, il faut signaler que le Luxembourg leur applique une taxe d'abonnement n'existant sur aucune place concurrente en Europe.

## **Vers plus de transparence fiscale**

Non seulement le Luxembourg ne s'accroche pas au secret bancaire sous sa forme fiscale, mais il a pris la décision d'y renoncer il y a plusieurs années déjà. Depuis 2009, avec l'adoption de l'échange d'information sur demande, le Luxembourg accompagne le mouvement international vers plus de transparence fiscale. En novembre 2014, le Parlement luxembourgeois a posé le dernier acte dans l'abandon du secret fiscal. Depuis le 1er janvier 2015, le Luxembourg pratique l'échange automatique d'informations avec les autres pays de l'Union européenne. Le Luxembourg est d'ailleurs parmi les pays pionniers qui appliqueront le standard mondial unique de l'OCDE (« Common Reporting Standard ») pour un échange automatique d'informations fiscales entre pays.

### **Pour un système fiscal international plus juste**

Le Grand-Duché se situe ainsi au même niveau que ses partenaires européens et la plupart des pays industrialisés. La place financière doit son succès à d'autres facteurs, et notamment à la diversité et à l'excellence de son industrie financière.

Au-delà du secret bancaire, le pays s'est engagé dans une profonde dynamique de réformes et, en tant que Président en exercice du Conseil de l'Union Européenne, il joue un rôle décisif dans l'effort collectif des Etats-Membres pour un système fiscal international plus juste.

Lors d'une récente table ronde, le Commissaire Européen Pierre Moscovici a souligné « les progrès accomplis depuis deux ans par le Luxembourg » ainsi que « son soutien sans faille au projet BEPS », bouclé en octobre 2015 et destiné à empêcher les multinationales d'échapper à l'impôt.

### **La plus forte proportion de personnes hautement qualifiées**

Pour ce qui est de la qualité de la main d'œuvre luxembourgeoise, non seulement il est faux de dire que le Luxembourg ne comporte « nulle main d'œuvre qualifiée ou matière grise exceptionnelle », mais toutes les études internationales démontrent au contraire qu'il est un champion dans ce domaine ! Sur 124 pays analysés dans l'Etude Human Capital du Forum économique mondial, le Luxembourg est celui qui comporte la plus forte proportion de personnes hautement qualifiées, avec 59,6% du total de l'emploi national. Le Grand-Duché se classe d'ailleurs troisième au monde pour sa capacité de développer, attirer et réussir à retenir les talents dont ont besoin les entreprises selon l'enquête IMD World Talent de 2015.

Conséquence logique, le Luxembourg se distingue par le haut niveau de productivité de sa main d'œuvre, le premier en Union européenne.

### **L'un des meilleurs élèves européens**

Enfin, au Grand-Duché les résidents parlent en moyenne 3,6 langues. 84% de la population maîtrise au moins 2 langues (contre 19% en France) et 61% au moins 3 langues au-delà de leur langue maternelle. C'est naturellement un atout considérable à l'heure du développement des échanges intra-européens et de la mondialisation.

En matière de croissance et d'emploi, non seulement le Luxembourg n'est pas à la traîne, mais il est, une fois encore, l'un des meilleurs élèves européens.

### **4,1% de croissance en 2014**

Entre 1961 et 2011, sa croissance moyenne annuelle a été de 3.8% par an. Ce taux est supérieur à celui de l'Union Européenne à 15, où il n'atteint que 2.7% sur cette période. De 1985 à 2007, la croissance luxembourgeoise s'élève à 5.3% par an, soit plus du double de celle de l'Union Européenne à 15 (2.3%). Pendant les années de crise financière (2008-2011), le PIB du Grand-Duché est certes en récession de 0,1% par an, mais ce chiffre reste meilleur que la moyenne de l'Union Européenne (-0,2%). Et surtout, en 2014, le Luxembourg s'est hissé à un taux de croissance de 4,1%.

Les performances du pays en matière d'emploi sont à la hauteur de sa croissance économique élevée. Entre 1985 et 2007, l'emploi dans le Grand-Duché a progressé de 3.3%, contre seulement 1.2% dans l'Union Européenne à 15. Et pendant la dernière crise financière (2008-2011), l'augmentation annuelle moyenne de l'emploi a encore atteint <http://www.latribune.fr> 2.7% alors que l'Europe dans son ensemble enregistrait une baisse (-0.3%).

### **Un risque de pauvreté inférieur à la moyenne**

En octobre 2015, le taux de chômage au Luxembourg s'élève à 6,8%, bien en-dessous de la moyenne dans l'Union Européenne (9.3%). Enfin, les personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale représentent 19% de la population, taux qui se situe parmi les plus bas d'Europe (moyenne européenne : 24,4%).

Sa performance économique constitue une autre de ses forces dans la mesure où il s'agit de l'un des neuf pays au monde et l'un des deux seuls en zone euro à bénéficier d'une notation AAA par les principales agences de crédit, le Luxembourg est un modèle de stabilité politique, sociale, économique et fiscal. A 23,2% par rapport au PIB, la dette publique luxembourgeoise représente à peu près la moitié de la dette publique suisse et une fraction de la moyenne européenne. C'est cette stabilité qui attire également de nombreux acteurs financiers.

### **Un véritable moteur économique régional**

Non seulement l'économie luxembourgeoise crée de la richesse et de l'emploi pour les résidents luxembourgeois, mais le Grand-Duché est un véritable moteur économique régional. Près de 20% de sa population active sont des frontaliers français. C'est précisément l'essor économique du Luxembourg qui leur a permis de trouver un emploi. Souvent dans un domaine autre que la finance, car le Luxembourg à une industrie très riche et diversifiée, que ce soit dans la logistique, les équipementiers automobiles, l'industrie des TIC, pour ne citer que ceux-là.

Non seulement le Luxembourg n'est pas une simple « zone de transit de la finance », mais il est un État doté d'une économie remarquablement performante et complète. Sans jeter aux orties sa tradition industrielle séculaire, il a su tirer parti de sa position au cœur de plusieurs grandes régions économiques Européennes et à la lisière des cultures germaniques et latines, pour devenir un pôle d'excellence dans les hautes technologies et la finance. Loin d'être un handicap, sa petite taille lui permet d'être à l'écoute des mutations du monde moderne et de se réformer rapidement lorsque c'est nécessaire, tout en préservant des valeurs humanistes héritées de la grande époque des cités marchandes. Le Luxembourg est un concentré d'Europe, avec un passé très riche et un avenir qu'il bâtit en harmonie avec ses partenaires des pays voisins. Et c'est un pays accueillant : il mérite qu'on le visite, plutôt que de parler de lui sans le connaître !

Nicolas Mackel, CEO de Luxembourg for Finance

# Luxemburger Wort

Luxleaks

## Cook bashes talk Apple is dodging taxes through Luxembourg

"That's total political crap; there is no truth behind it"

Published on Sunday, 20 December, 2015 at 08:08



(AFP) Apple chief Tim Cook emphatically rejected accusations that the world's richest company is sidestepping US taxes by keeping bundles of cash overseas, including in Luxembourg, suggesting that the claim was politically motivated.

World leaders last month approved a crackdown on tax avoidance by multinationals such as Apple, Google and McDonald's, major firms whose rock-bottom tax bills have provoked widespread outrage in the United States and beyond, many of them highlighting Luxembourg.

Cook argued that Apple pays the biggest tax tab in the United States and that it keeps more money overseas than other company because two-thirds of its business is there.

Cook's staunch defense of the California-based technology colossus came during an interview with Charlie Rose in a 60 Minutes news program interview to be aired on Sunday on CBS.

"That's total political crap, there is no truth behind it," Cook responded when pressed about the highly contentious tax issue in a short preview of the interview.

"We pay every tax dollar we owe."

Cook laid the blame on an outdated US tax code, calling for it to be revamped for modern times.

"This is a tax code that was made for the Industrial Age, not the Digital Age," Cook said.

"It's backwards. It's awful for America."

The impassioned response from Cook followed Rose contending that many members of Congress believe Apple is perpetuating a scheme to pay little or no taxes on \$74 billion in overseas revenue.

"I'd love to bring it home," Cook said of cash kept outside the US.

"But don't because it would cost me 40 percent to bring it home and I don't think this is a reasonable thing to do."

It comes a year after the "LuxLeaks" revelations that some of the world's biggest companies, also including Pepsi and Ikea, had lowered their tax rates to as little as one percent in confidential agreements with tax authorities in Luxembourg.

US President Barack Obama, Chinese leader Xi Jinping and Britain's Prime Minister David Cameron joined fellow leaders in endorsing a clampdown drawn up by the wealthy nations' Organization for Economic Cooperation and Development.

The OECD calculates that national governments lose \$100-240 billion, or 4-10 percent of global tax revenues, every year because of the tax-minimizing schemes of multinationals.

Its 15-point plan, adopted after years of negotiations, seeks to oblige multinationals to pay tax in the country where their main business activity is based.



# Luxemburger Wort

## Luxleaks trial to begin April 26

Published on Saturday, 9 January, 2016 at 18:26



Antoine Deltour, former auditor at PwC and alleged to have copied the documents before leaving the company in 2010, claimed he was acting out of his conviction to denounce the practices of the Luxembourg state to help certain companies "escape" tax authorities. Photo: Gerry Huberty

Two former employees of the PricewaterhouseCoopers consulting firm (PwC), one of whom is Antoine Deltour, and French journalist Edouard Perrin will be tried in court in connection with the Luxleaks scandal. The trial is set to start April 26 and last five days.

The three men are accused of having published thousands of confidential documents about alleged tax benefits by the Luxembourg state to multinational companies headquartered or having subsidiaries in Luxembourg and which were negotiated by PwC.

Antoine Deltour, former auditor at PwC, is alleged to have copied the documents before leaving the company in 2010 and transmitting to Edouard Perrin in May 2012.

When he was arrested by the Luxembourg police, Antoine Deltour claimed he was acting out of his conviction to denounce the practices of the Luxembourg state to help certain companies "escape" tax authorities.

Deltour and another employee of PwC (who has not been named) will have to answer to accusations of robbery, professional confidentiality violations, laundering and fraudulent access to a database.

The French journalist is accused of being a co-author, or accomplice, of the offenses committed by two former PwC employees.

<http://www.latribune.fr>

## L'évasion fiscale a coûté à l'Italie 122 milliards d'euros en 2015

Par latribune.fr | 17/12/2015, 11:11



Selon Confindustria, en réduisant seulement de moitié l'évasion fiscale, le PIB aurait pu être plus élevé de 3,1% en 2015. (Crédits : reuters.com)

**Malgré la diffusion du phénomène, la quasi-totalité des contribuables ne risquent d'être contrôlés qu'une fois tous les 33 à 50 ans, dénonce le patronat italien.**

7,5% du produit intérieur brut (PIB). Voici ce que coûtera à l'Italie l'évasion fiscale en 2015, à savoir 122 milliards d'euros, selon les estimations de la principale confédération syndicale du patronat italien, Confindustria, rendues publiques mercredi 16 décembre.

Le non-paiement de la TVA représente notamment 40 milliards d'euros, alors que celui des cotisations sociales fait perdre à l'Etat 34,4 milliards. Le total de 122 milliards est nettement plus important que les estimations du gouvernement, qui évoquait récemment une perte d'environ 90 milliards d'euros.

Malgré la diffusion du phénomène, le risque de subir un contrôle fiscal est, pour 99% des personnes payant des impôts, d'une fois tous les 33 à 50 ans, dénonce Confindustria, selon qui l'administration fiscale cherche "davantage à faire rentrer de l'argent qu'à empêcher" l'évasion. Les amnisties fiscales sont en effet couramment pratiquées en Italie.

335.000 emplois manqués

À l'heure où le gouvernement veut remonter le plafond du paiement en liquide de 1.000 à 3.000 euros pour favoriser la consommation, le patronat lui demande de réprimer plus durement l'évasion. Il suggère ainsi un recours plus important aux moyens de paiement électronique, ainsi qu'un recours aux déclarations informatisées sur la TVA. D'une manière générale, il plaide pour un "changement culturel" dans le pays, s'appuyant sur "un consensus croissant" des Italiens en faveur de la lutte contre l'évasion fiscale.

Un tel pari serait gagnant, assure Confindustria : selon l'étude réalisée par son centre de recherche, le CSC, en réduisant seulement de moitié l'évasion fiscale, le PIB aurait pu être plus élevé de 3,1% et 335.000 emplois auraient pu être créés cette année.

<http://www.bbc.com>

# Fifa scandal: Large cash sums frozen by Switzerland

17/12/2015, 13:40



Fifa has been mired in corruption allegations for much of this year

**Millions of Swiss francs in bank accounts belonging to world soccer's governing body Fifa have been frozen, the Swiss justice ministry has said.**

US officials believe "corruption money" may have been transited through the frozen accounts, the ministry said. Between 50m and 100m Swiss francs (\$50.1m-100.2m; £34m-£67m) has been frozen, media reports say.

Meanwhile, suspended Fifa President Sepp Blatter is appearing before the organisation's ethics committee.

Mr Blatter, who is due to depart from Fifa on 26 February when his successor will be elected, arrived at the governing body's headquarters in Zurich in a chauffeur-driven car accompanied by one of his lawyers.

He is strongly pleading his innocence over corruption allegations being heard in front of the committee, made up of four judges. They are expected to make a ruling early next week.

The ethics investigation was launched following the decision by the Swiss attorney general to instigate criminal proceedings against Mr Blatter over a \$2m (1.34m;

€1.84m) payment to European soccer chief Michel Platini in 2011. Both men deny any wrongdoing.

Along with Mr Platini, Mr Blatter was suspended in October from participating in all soccer-related activity for 90 days pending a full inquiry into their conduct. Some observers have highlighted the irony of Mr Blatter's appearance before the committee; given it was he who in 2012 gave it powers to become far tougher and more independent. He now argues that it does not have the power to remove an elected president and has complained of being the victim of an "inquisition".

The US is reported to have asked Switzerland to freeze about 50 accounts in 10 Swiss banks associated with its extensive inquiry into corruption in the highest echelons of world football, the Tages Anzeiger newspaper reported. It said that numerous Fifa members are believed to have accounts in Switzerland, including South American confederation head Nicolas Leoz, who had as many as 12.

Correspondents say that if the committee rules against Mr Blatter, he could be banned from soccer for years.

Earlier this week, he used his own stationery to write to Fifa's 209 member state associations to proclaim his innocence.

On Wednesday lawyers for Mr Platini said they would boycott an ethics committee hearing into allegations of corruption against him on Friday.

Lawyers for the Frenchman said they believed the verdict had already "been announced".

# LE JEUDI

29/12/2015

## **L'ex-Premier ministre israélien Olmert ira en prison pour corruption**



**La cour suprême d'Israël a condamné mardi définitivement Ehud Olmert à 18 mois de prison ferme pour corruption, faisant de cette figure de la politique israélienne le premier ex-Premier ministre à se retrouver derrière les barreaux dans l'État hébreu.**

En mai 2014, cet ancien avocat d'affaires de 70 ans, grand amateur de costumes chics et de cigares, avait été condamné en première instance à six ans de prison ferme pour deux chefs d'accusation de corruption, l'un lié à un projet immobilier pharaonique à Jérusalem, ville dont il fut maire de 1993 à 2003, l'autre lié à ses comptes de campagne. Le complexe Holyland, un alignement de tours d'habitations qui domine la Ville sainte est vue par de nombreux Israéliens comme l'incarnation concrète de la corruption des élites.

Mardi, les cinq juges de la cour suprême ont toutefois décidé d' »acquitter M. Olmert de l'accusation d'avoir reçu 500.000 shekels (117.150 euros) de pots-de-vin » pour permettre à des promoteurs, en sa qualité de maire, de contourner des obstacles légaux. En revanche, il a été « condamné à l'unanimité pour avoir reçu un pot-de-vin de 60.000 shekels (14.060 euros) » d'une entreprise dans le cadre du

financement d'une de ses campagnes électorales. De six ans ferme, la peine de celui qui fut Premier ministre de 2006 à 2009 est donc passée à 18 mois. Il devra se présenter le 15 février aux autorités afin d'entamer sa période de détention.

### **Premier chef de gouvernement en prison**

Malgré cette condamnation qui fera de lui le premier ex-chef de gouvernement israélien à se retrouver sous les verrous –l'ancien président Moshé Katzav purge actuellement une peine de sept ans pour viols–, M. Olmert s'est dit « libéré d'un poids énorme » à la sortie de l'audience. « La Cour suprême a levé la principale accusation contre moi », a-t-il affirmé, les traits tirés. « On ne m'a jamais proposé de pot-de-vin et je n'en ai jamais accepté », a-t-il martelé. L'ancien maire de Jérusalem Uri Lupolianski, également jugé dans cette affaire a vu sa peine de six ans de prison ramenée à six mois de travaux d'intérêt général, pour raison de santé. Le chef de l'opposition de centre gauche, Isaac Herzog, a salué la justice israélienne qui « a prouvé que personne, pas même un Premier ministre, n'est au-dessus des lois ». « Que cela serve de leçon aux dirigeants: n'utilisons jamais le pouvoir qui nous est donné (...) pour des profits personnels », a-t-il ajouté, selon des propos rapportés par son porte-parole. Ehud Olmert visé par des enquêtes depuis des années, avait un temps semblé échapper à toute condamnation. Mais l'ascension de cet ancien membre du Likoud, le parti de droite de l'actuel Premier ministre Benjamin Netanyahu a finalement été stoppée net par la justice.

### **Affaire Holyland**

Ce fidèle d'Ariel Sharon lui avait succédé à la tête du gouvernement en 2006 quand une attaque cérébrale foudroya l'ex-Premier ministre, fondateur du parti Kadima. Mais inculpé dans « l'affaire Holyland », Ehud Olmert avait dû renoncer à se présenter aux primaires de Kadima, ouvrant la voie à l'accession au pouvoir de M. Netanyahu, qui dirige Israël depuis. Avant de rejoindre sa cellule mi-février, M. Olmert devra de nouveau se présenter le 19 janvier devant la cour suprême pour un jugement en appel. En mai, il avait été condamné à huit mois de prison pour fraude et reconnu coupable d'avoir reçu des versements en liquide d'un homme d'affaires américain alors qu'il était ministre du Commerce et de l'Industrie. Plusieurs fois ministre, M. Olmert porte pour de nombreux Israéliens, la responsabilité des ratés de la guerre contre le Hezbollah au Liban en juillet-août 2006.

Il est aussi le dernier Premier ministre à s'être autant investi dans des négociations intensives, mais infructueuses, pour tenter de résoudre le conflit israélo-palestinien. Favorable à la création d'un État palestinien, il était prêt à un retrait israélien de la plus grande part de la Cisjordanie occupée.

<http://www.theguardian.com>

## Book 'em: the loophole undermining Romania's anti-corruption drive



Dan Voiculescu, media mogul and former prisoner, has reportedly written eight scientific papers. Photograph: Daniel Mihailescu /AFP/Getty Images  
Kit Gillet in Bucharest, Sunday 3 January 2016 20.24 GMT

Dan Voiculescu, one of Romania's richest men and owner of several television stations, was sentenced to 10 years in prison in August 2014 for corruption. Since then, he has reportedly written eight scientific papers – a startling achievement by any standards.

Impressive though it may be, there are suspicions his productivity may not be motivated by academic zeal alone.

Under Romanian law, prisoners can shave 30 days off their jail terms for every book of scientific value that they have published – and it is an opportunity being seized by many white-collar prisoners in a country engaged in an unprecedented crackdown on corruption.

While in prison for graft offences, politicians and businessmen in particular are churning out papers in order to take advantage of the loophole, with little in the way of checks to confirm the value or even originality of the works produced.



“The law has been like this for many years but we haven’t seen such abuses until recently,” said Laura Stefan, an anti-corruption expert and a former director in the Romanian ministry of justice. “It has come at a time when Romania’s anti-corruption push has started to generate convictions.”

According to the country’s prison administration, 415 scientific works written by prisoners were published between the start of 2013 and December 9, 2015. In 2012, there were just seven.

There are strong suggestions that many of the books are being written by ghost writers, or at least heavily guided by outside research assistants, who then pass the text on to the prisoners who handwrite them – the manuscripts must be handwritten rather than typed – and pay for a small print run of a few hundred copies.

At present there is little in the way of guidelines or academic rigour on what is worthy of reduced prison time, with parole boards often left to decide on their own.

In April 2015, Romanian businessman Gheorghe Copos, who was serving four years in prison, was accused of plagiarism in relation to a book he allegedly wrote, titled: *Matrimonial Alliances as a Policy of Romanian Kings in the XIV-XVIth Centuries*. He has since been released.

According to Catalin Parfene, a historian who wrote his MA thesis on the subject in 2005, Copos’s book “has an identical structure, the same historical approach, the same type of argumentation, similar expressions and passages, an identical structure of the ideas in my thesis”.

It was also, said Parfene, coordinated by his own thesis advisor, although he only knows this because a single copy of the book was sent to the national library as legally required; all other copies were apparently bought by the author.

In June, the University of Bucharest said it was putting together a new commission of experts in order to analyse the two works, but even if the decision goes against Copos, it is unlikely that he will be returned to prison to complete the 30 days.

In total, Copos apparently produced five books in his 400 days behind bars; he also got time off for being over 60 and working in the prison’s carpentry workshop.

Meanwhile, Gigi Becali, the controversial owner of Steaua Bucharest football club, reduced his stay in prison by writing two books, one of which was about his relationship with the football team he owns; while former politician Nicolae Vasilescu has allegedly written nine books since 2014 and jailed businessman Dinel Staicu has had seven titles published in a similar period.

In recent months, some of those involved in Romania's fight against corruption have pushed to have the loophole closed, or at least amended.

"No one is verifying the scientific value of the work, or if they have time to write these books," said Laura Codruța Kovesi, chief prosecutor at the National Anticorruption Directorate (DNA). "People are writing eight, nine, 10 books with no scientific value but are still able to reduce their sentences. This is indirectly affecting the fight against corruption."

DNA proposed amendments to the law in April, but so far it remains unchanged, and savvy criminals are making the most of the opportunity to reduce their time behind bars.

"This system is unmanageable for Romania right now. If you can't manage it, don't have it," said Stefan.

## Brazil's Lula summoned to testify in bribery case



Brazil's former President Luiz Inacio Lula da Silva reacts during a meeting with Rio de Janeiro's Governor Luiz Fernando Pezao in Rio de Janeiro (Mon Jan 4, 2016 9:31pm EST)

REUTERS/RICARDO MORAES

**Former Brazilian President Luiz Inacio Lula da Silva was summoned to testify as a witness for a lobbyist accused of paying bribes to alter legislation in favour of businesses, local media reported on Monday.**

Lula and other former and current officials including Deputy Finance Minister Dyogo de Oliveira will testify on Jan. 25 at the request of the defense for jailed lobbyist Alexandre Paes dos Santos, media reported. Reuters could not immediately confirm the reports.

A spokesman for Lula did not immediately respond to emails seeking comments.

In December, Lula was called in for questioning by federal police in the same bribery investigation, which also involves his son Luis Claudio. Lula is not under investigation in the case known as "Operacao Zelotes."

Paes dos Santos is accused of charging businesses to change legislation in their favour during the Lula administration between 2003 and 2011.

Many lawmakers from Lula's ruling Workers' Party are under investigation for possible links to a separate bribery scandal at state-run oil company Petrobras. Senator Delcidio do Amaral, the government's leader in the Senate, was arrested in November and charged with obstructing the Petrobras investigation.

## Spain's Princess Cristina stands trial on tax fraud charges

PALMA DE MALLORCA, SPAIN | BY SONYA DOWSETT



Spain's Princess Cristina (R) arrives to court with husband Inaki Urdangarin to appear on charges of tax fraud, as a long-running investigation into the business affairs of her husband goes to trial in Palma de Mallorca, Spain, January 11, 2016. REUTERS/Marcelo del Pozo

**Spain's Princess Cristina appeared in court on Monday on charges of tax fraud, the first member of the royal family to stand in the dock, as a lengthy investigation into her husband's business affairs finally went to trial.**

King Felipe's 50-year-old sister is one of 18 people on trial after a six-year investigation into the Noos Foundation, a charity run by her husband, Inaki Urdangarin, that prosecutors say was used to embezzle millions of euros in public funds.

Details of the investigation into the royal family emerged during the economic crisis when Spain was grappling with record unemployment and austerity and tapped into popular disgust at cases of high-level corruption among bankers and politicians.

Cristina arrived with her husband at the Mallorcan court to be greeted by a barrage of TV and press cameras.

Dressed simply in a gray trouser suit, she sat motionless in the court room fronted by a framed photo of King Felipe while the accusations were read out.

Her lawyers asked judges to drop the criminal charges against her as state prosecutors had previously said there was insufficient evidence to back up the accusations.

The charges were filed by the 'Clean Hands' anti-corruption organization using a Spanish legal instrument known as the 'people's accusation'.

The Spanish legal system is under pressure to get tough on corruption after a string of graft cases involving the establishment from the main political parties to bankers like former International Monetary Fund (IMF) head Rodrigo Rato.

"The law must be equal for all," said newspaper El Pais on Monday in an editorial which said the fact the probe had come to trial showed the legal system worked, albeit at a slow pace.

## BIRTHDAY PARTIES

Urdangarin, a former Olympic handball player, who was seated apart from his wife in the court, is accused of using his royal connections to win public contracts to put on events through the non-profit organization.

Prosecutors say some of the foundation's money was transferred to a company largely owned by the princess and Urdangarin and used to pay for personal items ranging from parking tickets to children's birthday parties.

Cristina is charged with two counts of being an accessory to tax fraud and, if found guilty, could face up to four years in prison for each charge - a maximum of eight years.

Urdangarin is accused of nine crimes including fraud and tax evasion with a combined potential jail sentence of 19 and half years. Urdangarin and his partners allegedly overcharged local governments for putting on conferences about sports and business then hid the proceeds abroad.

The couple, who have four children, deny any wrongdoing.

The other 16 people in the dock included the former regional head of the Balearic Islands government and other high-ranking officials from the islands and the Mediterranean region of Valencia.

The popularity of Spain's royal family has revived since former king Juan Carlos abdicated in 2014 in favor of his son Felipe, who is married to a former television journalist. The new king regularly tops popularity polls of public figures.

Felipe was proclaimed king in a low-key ceremony and has since worked to modernize the monarchy, paring down the royal family's formal members and taking duties away from his two sisters. He stripped Cristina of her title of Duchess of Palma in June.

After Monday's session, the court will adjourn and the trial will continue in February. The court hearing will end in June and sentences are expected to be handed out before the end of the year.

# Luxemburger Wort

In wake of Luxleaks

## EU says Belgium's tax breaks for multinationals are illegal

Published on Monday, 11 January, 2016 at 13:49



EU competition commissioner Margrethe Vestager

Photo: AFP

(AFP) The EU on Monday said tax breaks that Belgium offered to major multinationals, including beer giant AB InBev and British American Tobacco, were illegal and ordered the companies to return 700 million euros in unpaid taxes.

The case is the latest in the wake of last year's "Luxleaks" scandal, which revealed details of tax breaks given to dozens of major firms in Luxembourg when current European Commission head Jean-Claude Juncker was prime minister.

"The European Commission has concluded that selective tax advantages granted by Belgium under its 'excess profit' tax scheme are illegal under EU state aid rules," Competition Commissioner Margrethe Vestager told a press conference.

The case involved 35 multinationals, Vestager said.

"Belgium has given a select number of multinationals substantial tax advantages that break EU state aid rules. It distorts competition on the merits by putting smaller competitors who are not multinational on an unequal footing."

The European Union has also launched investigations into other countries' tax deals: US tech giant Apple's deals with Ireland, coffee-shop chain Starbucks with The Netherlands and McDonald's with Luxembourg.

In October the Commission decided that Luxembourg and the Netherlands have granted selective tax advantages to Fiat and Starbucks, respectively.

EU rules say some tax breaks offered to big companies breach the bloc's rules on state aid, as they amount to a government subsidy that is aimed at attracting multinationals to do business in certain countries.

Belgium's system, dubbed "Only in Belgium", allows companies to reduce tax by registering "excess profits" that allegedly result from the advantage of being part of a multinational group.

But Vestager said those tax breaks should be available for stand-alone companies or Belgian groups, rejecting Belgium's claims that the system avoids "double taxation" in two or more countries.

## «La corruption était partie intégrante» de l'IAAF



Le patron de la commission d'enquête de l'Agence mondiale antidopage (AMA), le Canadien Dick Pound, juge que Sébastien Coe est le plus à même de mener à bien les réformes à l'IAAF (Fédération internationale d'athlétisme). (Photo: AFP/Lukas Barth)

**Les dirigeants de la Fédération internationale d'athlétisme «ne pouvaient ignorer l'ampleur du dopage», estime la commission d'enquête de l'Agence mondiale antidopage (AMA).**

Dans le second volet du rapport, qui a été dévoilé ce jeudi lors d'une conférence de presse à Munich à laquelle assistait Sebastian Coe, le président de l'IAAF, la commission d'enquête a jugé que la corruption «ne peut être attribuée seulement à quelques brebis galeuses agissant de façon isolée». Elle a également estimé que l'IAAF n'a pas été «assez ferme avec un certain nombre de pays, dont la Russie».

L'IAAF était présidée jusqu'en août dernier par le Sénégalais Lamine Diack, auquel a succédé Coe, auparavant vice-président. Le rapport pointe également le rôle joué par Lamine Diack et ses deux fils, Papa Massata et Khalil: «Le Conseil



de l'IAAF ne pouvait pas ne pas être au courant du niveau de népotisme au sein de l'IAAF».

Les athlètes russes privés de Jeux olympiques?

«Lorsque le président de l'IAAF (Lamine Diack, mis en examen par la justice française, NDLR), son conseiller personnel (NDLR: Habib Cissé, lui aussi mis en examen) , deux de ses fils en position de responsabilité (Papa Massata et Khalil Diack, tous deux employés par le passé par l'IAAF, NDLR), le directeur du département médical et antidopage (Gabriel Dollé, lui aussi mis en examen) et le secrétaire général adjoint sont tous impliqués dans des agissements douteux ou criminels, c'est la réputation de l'IAAF toute entière qui est mise en doute, et cette réputation doit être restaurée, souligne le rapport.

Il s'agit de la deuxième partie du rapport de la Commission d'enquête indépendant de l'AMA sur le dopage et la corruption dans l'athlétisme. La première partie, publiée en novembre, avait notamment pointé un système organisé de dopage en Russie. L'AMA a dans la foulée déclaré la Rusada (Agence russe antidopage) et le laboratoire moscovite antidopage non conformes au Code mondial antidopage.

Peu après, la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a suspendu la Russie de toute compétition d'athlétisme, ouvrant la porte à une possible absence des athlètes russes aux prochains Jeux olympiques de Rio en août prochain.